

Statistiques de finances publiques canadiennes consolidées, 2016

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mercredi 22 novembre 2017

Les dépenses de l'administration fédérale ont entraîné une baisse du solde de fonctionnement net de l'administration publique canadienne

Le déficit de l'Administration publique canadienne (APC) – administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales combinées – dans leur solde de fonctionnement net consolidé a atteint 18,1 milliards de dollars en 2016, après avoir affiché un déficit de 12,9 milliards de dollars en 2015. Cette situation est surtout attribuable à une hausse des dépenses (+2,6 %) qui a dépassé celle des revenus (+1,9 %).

Le solde de fonctionnement net, ou surplus ou déficit, est calculé comme étant les revenus moins les dépenses au cours d'une période de référence et constitue une mesure sommaire de la durabilité des activités du gouvernement.

Le déficit du solde de fonctionnement net de l'administration fédérale a atteint 10,0 milliards de dollars en 2016, tandis qu'un surplus de 2,1 milliards de dollars a été enregistré l'année précédente. Les dépenses fédérales totales ont augmenté de 4,2 %, en raison d'une hausse des prestations sociales (sécurité de la vieillesse et allocations familiales) et des dons pour les dépenses provinciales et territoriales, tandis que les revenus ont légèrement diminué (-0,1 %).

D'un autre côté, les Administrations publiques provinciales, territoriales et locales (APPTL) consolidées ont affiché un déficit de 8,0 milliards de dollars en ce qui concerne leur solde de fonctionnement net en 2016, après avoir affiché un déficit de 15,0 milliards de dollars en 2015. La hausse des revenus des APPTL (+3,6 %) a dépassé la croissance des dépenses (+2,1 %).

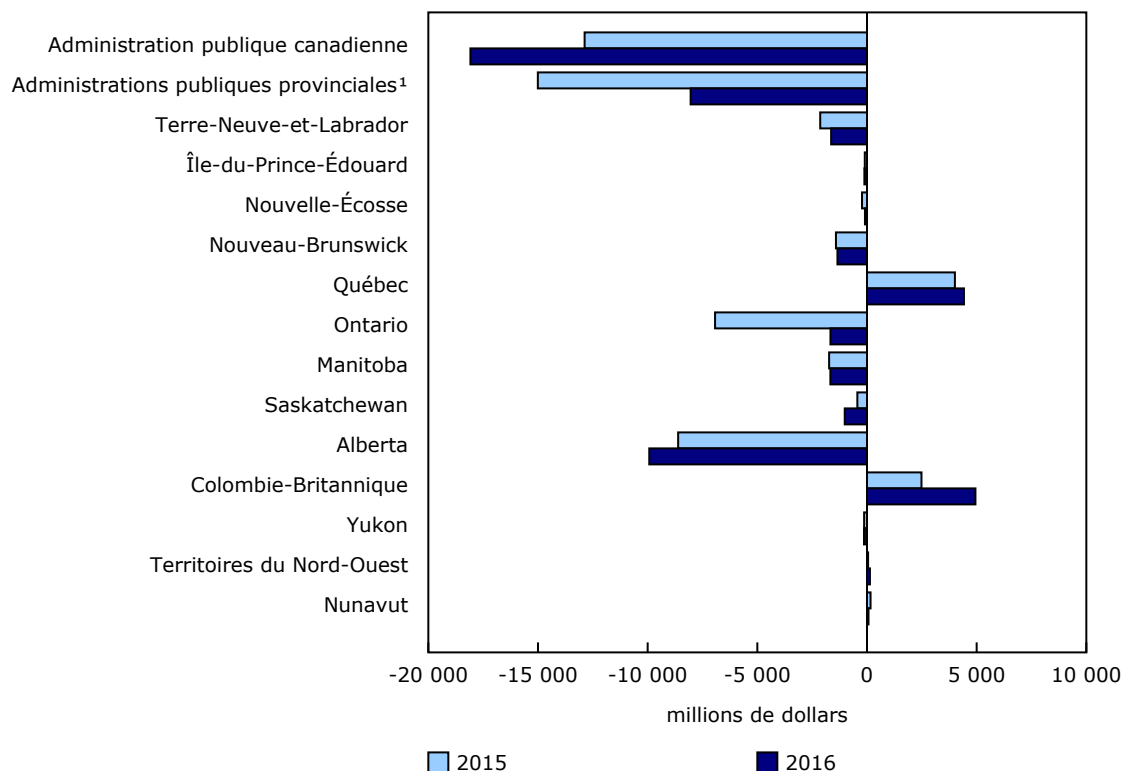
Parmi les 13 secteurs de compétence, 9 ont déclaré des soldes de fonctionnement nets affichant un déficit. L'Alberta (-9,9 milliards de dollars), le Manitoba et l'Ontario (-1,7 milliard de dollars chacun) ont enregistré les déficits les plus marqués en 2016.

La Saskatchewan et l'Alberta ont observé les baisses les plus importantes du solde de fonctionnement net en 2016. Même s'il affiche encore un déficit, le solde de fonctionnement net de l'Ontario a affiché l'amélioration la plus importante, en raison de la hausse des impôts des sociétés et des taxes sur les biens et services.

En 2016, le surplus le plus élevé parmi les soldes de fonctionnement nets a été enregistré en Colombie-Britannique (+4,9 milliards de dollars) et au Québec (+4,4 milliards de dollars).



Graphique 1 Solde net de gestion, administration publique canadienne et administrations publiques provinciales, territoriales et locales, 2015 et 2016



1. Administrations publiques provinciales, territoriales et locales.
Source(s) : Tableau CANSIM 385-0042.

Le fardeau fiscal augmente dans la plupart des administrations publiques provinciales, territoriales et locales

En 2016, l'APC a déclaré des revenus consolidés de 728,6 milliards de dollars, et les impôts et les cotisations sociales représentaient 83,7 % des revenus totaux. Le reste comprend les revenus des ventes de biens et services, des revenus d'intérêts et dividendes et d'autres sources.

Les revenus consolidés des APPTL se sont établis à 529,3 milliards de dollars en 2016, et les impôts (323,5 milliards de dollars) et les cotisations sociales (13,6 milliards de dollars) représentaient 63,7 % du total global.

L'administration fédérale, dans son cas, a affiché des revenus totaux de 288,5 milliards de dollars en 2016, en légère baisse (-0,1 %) par rapport à 2015. Les hausses des revenus totaux découlant des impôts (+1,3 %) ont été plus que contrebalancées par une baisse des cotisations sociales (-2,6 %) et d'autres revenus (-18,1 %), principalement des dividendes provenant des entreprises publiques et des transferts volontaires autres que les dons.

Mesuré en dollars courants et par habitant, le fardeau fiscal de l'APC, c'est-à-dire les recettes fiscales et cotisations sociales imposées par les administrations publiques aux particuliers, aux entreprises et aux non-résidents, s'est accru pour passer à 16 827 \$ en 2016, alors qu'il s'établissait à 16 617 \$ en 2015.

Le fardeau fiscal des APPTL par habitant a augmenté dans huit provinces, Terre-Neuve-et-Labrador (+1 075 \$) et la Colombie-Britannique (+604 \$) enregistrant les plus fortes hausses. Des baisses des recettes fiscales ont entraîné une baisse du fardeau fiscal en Saskatchewan (-639 \$) et en Alberta (-121 \$).

Hausse la plus prononcée des recettes de dons fédérales depuis 2009

En 2016, 84,3 milliards de dollars des revenus consolidés des APPTL au Canada provenaient de dons, en hausse de 5,4 % comparativement à 80,0 milliards de dollars en 2015. Il s'agit de la hausse la plus importante depuis 2009 (+16,8 %), année de lancement du Plan d'action économique du Canada après la récession mondiale.

Les dons sont des transferts consentis aux APPTL par l'administration publique fédérale, comme le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et les transferts de péréquation fiscale, ainsi que d'autres dons actuels et des dons en capital.

Parmi les provinces, l'Île-du-Prince-Édouard (4 723 \$) a enregistré les recettes de dons par habitant les plus élevées, suivie du Nouveau-Brunswick (4 143 \$), tandis que la Colombie-Britannique a enregistré les plus faibles (1 728 \$).

Les APPTL dans les territoires dépendent fortement du financement fédéral, qui représente en moyenne 74,4 % des revenus, comparativement à 15,3 % dans les provinces en 2016.

Tableau 1
Recettes par habitant, administration publique canadienne et administrations publiques provinciales, territoriales et locales, 2016

	Administration publique canadienne	Administrations publiques provinciales, territoriales et locales	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
dollars								
Recettes	20 092	14 597	14 754	13 595	14 519	13 949	16 045	13 722
Recettes fiscales	15 818	8 920	8 752	6 871	7 905	7 122	9 975	9 169
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital								
À la charge des particuliers	8 937	3 566	3 370	2 790	3 325	2 543	4 360	3 421
À la charge des sociétés, des autres entreprises et des non-résidents	6 729	2 756	3 038	2 395	2 784	2 168	3 609	2 450
Impôts sur la propriété	2 208	810	330	395	541	376	752	970
Impôts sur les biens et services	1 950	1 968	920	1 198	1 484	1 670	1 709	2 198
Autres recettes fiscales	4 449	3 041	4 133	2 883	3 096	2 909	3 169	3 136
Cotisations sociales	483	345	330	0	0	0	737	415
Dons	1 009	376	388	241	336	281	566	353
Autres recettes	0	2 325	2 674	4 723	3 650	4 143	2 591	1 879
Revenu de la propriété	3 265	2 977	2 940	1 760	2 628	2 403	2 913	2 321
Ventes de biens et services	889	771	784	187	288	580	1 106	199
Autres recettes diverses	2 074	1 908	2 018	1 472	2 008	1 615	1 341	1 989
	302	297	138	100	332	209	466	133
	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	
dollars								
Recettes	14 274	16 022	14 323	14 020	35 210	50 877	59 795	
Recettes fiscales	8 231	8 298	7 751	8 379	4 096	8 719	3 443	
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital								
À la charge des particuliers	3 058	3 045	3 421	3 267	1 733	5 267	1 964	
À la charge des sociétés, des autres entreprises et des non-résidents	2 677	2 257	2 541	2 577	1 575	3 631	1 641	
Impôts sur la propriété	381	789	880	689	158	1 636	323	
Impôts sur les biens et services	1 691	1 482	2 191	2 046	1 024	1 703	565	
Autres recettes fiscales	3 182	3 771	2 139	3 066	1 339	1 748	915	
Cotisations sociales	300	0	0	0	0	0	0	
Dons	209	263	246	314	525	1 434	0	
Autres recettes	3 155	2 697	1 883	1 728	28 304	34 404	46 480	
Revenu de la propriété	2 679	4 764	4 443	3 599	2 284	6 298	9 872	
Ventes de biens et services	875	1 381	1 705	1 028	499	1 659	403	
Autres recettes diverses	1 620	2 088	2 334	2 389	1 575	4 438	8 984	
	184	1 296	404	183	210	202	484	

Source(s) : Les calculs sont fondés sur des données provenant des tableaux CANSIM 051-0001 et 385-0042.

Le ratio des charges d'intérêts par rapport aux recettes diminue au sein de l'administration publique canadienne

En 2016, l'APC a payé 7,9 cents en intérêts sur chaque dollar de recettes, ou environ 57,4 milliards de dollars en charges d'intérêts. Ce ratio était en baisse comparativement à 8,2 cents en 2015.

Le ratio des charges d'intérêts aux recettes fournit une mesure du fardeau des dettes publiques. Plus les intérêts versés par une administration publique sont élevés, moins elle dispose de fonds pour administrer le gouvernement et assurer la prestation des services.

En 2016, les charges d'intérêts des APPTL se sont élevées à 35,6 milliards de dollars, ce qui représente une légère augmentation par rapport aux charges de 35,1 milliards de dollars en 2015.

En 2016, parmi les provinces, Terre-Neuve-et-Labrador a affiché un ratio de 10,1 cents par rapport à 10,9 cents en 2015, et le Québec, un ratio de 10,2 cents par rapport à 10,4 cents en 2015. Ces deux provinces ont continué d'afficher le ratio des charges d'intérêts aux recettes des APPTL le plus élevé.

L'Alberta a affiché un ratio de 1,6 cent par rapport à 1,5 cent en 2015, ce qui représente le ratio de charges d'intérêts aux recettes le plus faible. Elle a été suivie de la Saskatchewan, qui a enregistré 3,8 cents, en légère hausse par rapport à 3,6 cents en 2015.

En 2016, l'administration fédérale a versé 7,6 cents en intérêts pour chaque dollar de revenu. Cette proportion était de 8,2 cents en 2015. Puisque les revenus ont légèrement diminué et que l'encours de la dette portant intérêt a augmenté en 2016, cette baisse au sein de l'administration fédérale peut être attribuable à des taux d'intérêt effectifs moyens inférieurs.

Tableau 2
Charges par habitant, administration publique canadienne et administrations publiques provinciales, territoriales et locales, 2016

	Administration publique canadienne	Administrations publiques provinciales, territoriales et locales	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
dollars								
Charges	20 591	14 819	17 837	14 391	14 617	15 728	15 514	13 841
Rémunération des salariés	6 645	5 612	8 258	6 436	5 798	6 018	5 266	5 323
Utilisation de biens et services	4 390	3 906	4 599	3 660	4 243	4 426	3 153	3 614
Consommation de capital fixe	1 831	1 575	1 782	1 338	1 404	1 752	1 611	1 449
Intérêts	1 583	981	1 495	997	1 019	1 143	1 642	929
Subventions	565	492	198	649	297	158	721	325
Dons	394	70	8	60	7	125	147	41
Prestations sociales	3 971	1 284	964	749	836	899	1 695	1 324
Autres charges	1 211	900	534	502	1 012	1 207	1 278	837
	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	
dollars								
Charges	15 540	16 906	16 666	12 980	38 781	47 874	57 966	
Rémunération des salariés	6 458	7 179	6 535	4 889	15 859	18 580	20 550	
Utilisation de biens et services	4 021	3 947	5 449	4 205	14 677	20 687	29 319	
Consommation de capital fixe	1 480	1 502	2 093	1 382	4 752	5 110	3 846	
Intérêts	1 278	602	226	584	184	291	134	
Subventions	348	1 027	677	443	394	403	1 453	
Dons	121	105	37	45	263	493	27	
Prestations sociales	1 444	1 089	858	1 029	1 103	1 457	1 399	
Autres charges	390	1 454	791	403	1 549	829	1 237	

Source(s) : Les calculs sont fondés sur des données provenant des tableaux CANSIM 051-0001 et 385-0042.

Hausses des dépenses pour la protection de l'environnement

La présentation des dépenses en fonction de la Classification canadienne des fonctions des administrations publiques (CCFAP) dresse un portrait important du rôle que jouent ces administrations en matière de services aux citoyens, dans des domaines comme la santé, l'éducation, la protection sociale ainsi que l'ordre et la sécurité publics.

En 2016, les dépenses combinées pour la santé (24,7 %) et la protection sociale (24,7 %) ont représenté environ la moitié des dépenses totales de l'APC. Les dépenses de l'APC pour les services publics d'ordre général (15,4 %), l'éducation (13,7 %), les affaires économiques (8,2 %) et l'ordre et la sécurité publics (5,1 %) ont suivi.

Les dépenses en santé ont représenté la part la plus importante des dépenses totales de toutes les APPTL. À l'échelle des provinces, les dépenses de la Nouvelle-Écosse (38,7 %) ont été les plus élevées, tandis que celles de la Saskatchewan (31,2 %) ont été les plus faibles.

L'éducation a été la deuxième catégorie en importance pour la plupart des APPTL provinciales, les dépenses de la Saskatchewan (21,4 %) étant les plus élevées, et celles du Québec (15,0 %) étant les plus faibles.

En 2016, les dépenses pour la protection de l'environnement dans les APPTL de l'Alberta ont totalisé 2,5 milliards de dollars, une hausse de 71,6 % par rapport à 2015. Cette hausse a été attribuable à des subventions accordées conformément au plan de leadership climatique de la province.

Cela explique donc pourquoi les dépenses relatives à la protection de l'environnement (+15,3 %) ont affiché l'accroissement le plus important au sein des APPTL à l'échelle du Canada en 2016.

Tableau 3
Distribution des charges par fonction, administration publique canadienne et administrations publiques provinciales, territoriales et locales, 2016

	Administration publique canadienne	Administrations publiques provinciales, territoriales et locales	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
	%							
Services généraux des administrations publiques	15	13	19	15	14	15	18	11
Défense	2	0	0	0	0	0	0	0
Ordre et sécurité publics	5	5	4	4	5	5	4	6
Affaires économiques	8	10	9	12	8	10	10	9
Protection de l'environnement	2	2	1	2	2	1	1	2
Logement et équipements collectifs	2	2	2	1	2	1	1	2
Santé	25	34	37	34	39	36	31	34
Loisirs, culture et religion	3	3	1	1	2	1	3	3
Enseignement	14	19	18	21	19	18	15	20
Protection sociale	25	13	9	10	10	12	15	14
	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	
	%							
Services généraux des administrations publiques	13	9	7	12	12	15	13	13
Défense	0	0	0	0	0	0	0	0
Ordre et sécurité publics	6	6	5	6	6	7	6	6
Affaires économiques	7	11	14	7	21	15	18	18
Protection de l'environnement	2	2	4	2	8	3	1	1
Logement et équipements collectifs	3	2	2	2	4	4	8	8
Santé	38	31	34	38	21	27	22	22
Loisirs, culture et religion	1	2	3	3	3	3	3	3
Enseignement	18	21	21	18	14	13	14	14
Protection sociale	13	15	10	12	10	14	14	14

Source(s) : Tableaux CANSIM 385-0041.

Bien qu'encore négative, la valeur financière nette de l'administration publique canadienne s'est accrue

En 2016, la croissance des actifs financiers des APC (+6,9 %) a dépassé celle des passifs (+2,5 %), augmentant leur valeur financière nette (-1 156,4 milliards de dollars) de 13,1 milliards de dollars comparativement à leur niveau de 2015.

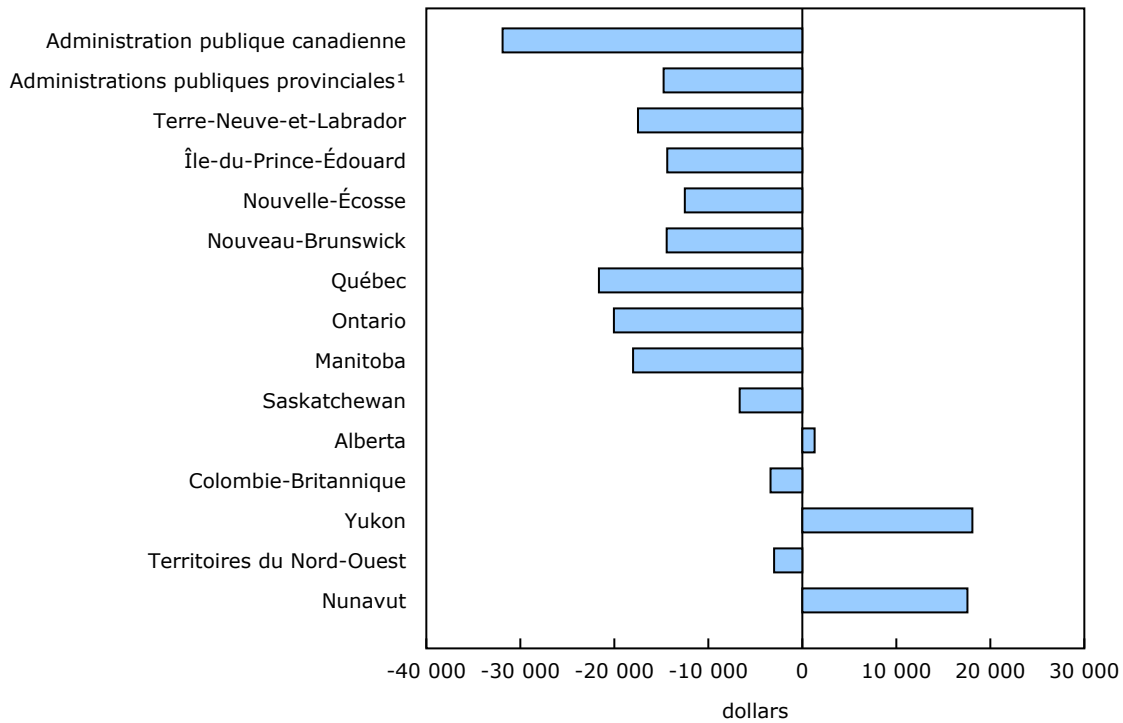
L'APC détenait 1 009,8 milliards de dollars en actifs financiers, ce qui représente une hausse par rapport à 944,6 milliards de dollars en 2015. Ces actifs ont été composés principalement d'actions, de prêts aux entreprises publiques et de comptes clients. En revanche, l'APC avait des passifs de 2 166,2 milliards de dollars, qui se composaient principalement de titres de créance, de passifs des régimes de retraite et de comptes à payer.

En 2016, les APPTL de l'Alberta, du Yukon et du Nunavut ont enregistré une position d'actif financier net, tandis que tous les autres secteurs de compétence étaient dans une position de passif net. Les passifs nets par habitant ont été les plus élevés au Québec (21 639 \$), suivi de l'Ontario (20 045 \$) et du Manitoba (18 006 \$).

Bien qu'encore négative, la valeur financière nette a augmenté dans la plupart des APPTL. La hausse la plus importante a été observée au Québec (+8,6 milliards de dollars), suivi de la Colombie-Britannique (+5,2 milliards de dollars) et de l'Ontario (+4,5 milliards de dollars).

La baisse la plus importante de la valeur financière nette a été observée en Alberta (-10,5 milliards de dollars), suivie de la Saskatchewan (-1,9 milliard de dollars), du Manitoba (-1,4 milliard de dollars) et de Terre-Neuve-et-Labrador (-1,3 milliard de dollars).

Graphique 2
Valeur financière nette par habitant, administration publique canadienne et administrations publiques provinciales, territoriales et locales, 2016



1. Administrations publiques provinciales, territoriales et locales.

Source(s) : Les calculs sont fondés sur des données provenant des tableaux CANSIM 051-0001 et 385-0042.

Tableau 4
Actifs et passifs par habitant, administration publique canadienne et administrations publiques provinciales, territoriales et locales, 2016

	Administration publique canadienne	Administrations publiques provinciales, territoriales et locales	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario
dollars								
Actifs non financiers	24 970	23 255	24 608	16 177	18 943	21 043	16 649	22 998
Actifs financiers	27 846	17 647	22 693	9 902	13 388	21 824	23 861	12 430
Numéraire et dépôts	2 940	1 779	6 419	2 375	1 045	3 033	745	1 540
Titres de dette	2 732	3 571	1 965	1 525	4 409	11 630	6 813	2 092
Prêts	7 374	2 266	424	2 134	1 707	2 102	847	514
Actions et parts ou unités de fonds								
d'investissement	7 608	6 303	12 515	2 047	4 499	2 097	10 371	3 846
Actions négociables	2 314	2 313	767	1 338	714	1 414	5 448	1 063
Actions non négociables	3 672	2 384	10 075	415	279	515	3 219	1 997
Parts ou unités de fonds d'investissement	1 621	1 605	1 673	288	3 505	168	1 704	785
Assurance et retraite	374	370	0	0	20	13	10	937
Comptes à recevoir	6 818	3 357	1 371	1 820	1 709	2 950	5 074	3 502
Passifs	59 734	32 404	40 177	24 265	25 888	36 255	45 500	32 476
Numéraires et dépôts	166	0	0	0	0	0	0	0
Titres de dette	42 877	23 164	26 473	17 087	19 293	29 500	28 626	26 491
Prêts	1 402	1 197	1 407	2 723	1 521	1 649	1 400	1 148
Assurance et retraite	7 850	3 535	9 006	903	2 672	893	10 986	489
Comptes à payer	7 141	4 509	3 292	3 553	2 402	4 212	4 489	4 348
Or monétaire et droits de tirage spéciaux	298	0	0	0	0	0	0	0
	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	
dollars								
Actifs non financiers	18 419	25 874	34 678	26 002	66 087	75 958	93 283	
Actifs financiers	25 136	24 804	21 883	17 740	29 985	29 002	32 278	
Numéraire et dépôts	1 137	3 079	1 658	3 472	4 122	4 729	21 008	
Titres de dette	3 931	4 059	6 617	1 723	9 741	3 183	2 986	
Prêts	13 731	7 864	3 196	4 867	7 063	1 569	592	
Actions et parts ou unités de fonds								
d'investissement	3 892	7 376	8 005	5 759	5 934	10 825	2 932	
Actions négociables	1 250	1 162	4 026	214	3 072	3 743	0	
Actions non négociables	2 073	4 077	1 428	2 499	2 757	3 026	2 932	
Parts ou unités de fonds d'investissement	570	2 137	2 550	3 045	105	4 034	0	
Assurance et retraite	0	9	6	24	1 497	202	27	
Comptes à recevoir	2 444	2 416	2 401	1 894	1 628	8 495	4 734	
Passifs	43 141	31 472	20 575	21 123	11 894	32 006	14 713	
Numéraires et dépôts	0	0	0	0	0	0	0	
Titres de dette	34 651	15 955	12 541	15 635	158	4 034	0	
Prêts	1 105	3 615	251	911	5 383	12 506	2 313	
Assurance et retraite	2 095	7 323	2 433	61	420	784	403	
Comptes à payer	5 289	4 579	5 350	4 516	5 908	14 658	11 997	
Or monétaire et droits de tirage spéciaux	0	0	0	0	0	0	0	

Source(s) : Les calculs sont fondés sur des données provenant des tableaux CANSIM 051-0001 et 385-0042.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué comprend les révisions apportées aux données des statistiques de finances publiques canadiennes consolidées et non consolidées pour les périodes de référence de 2014 et 2015 ainsi que l'ajout de la période de référence de 2016.

Les données ont été révisées jusqu'à 2008 pour les municipalités et les autres administrations publiques locales (tableau [385-0037](#) de CANSIM), et la Classification canadienne des fonctions des administrations publiques (tableaux [385-0040](#) et [385-0041](#) de CANSIM).

Pour la première fois, des données provisoires sur les statistiques de finances publiques sont publiées huit mois après la fin de l'exercice financier; c'est pourquoi des estimations ont été préparées avant l'audit et la publication de nombreux comptes publics et états financiers par des entités gouvernementales.

La consolidation permet de présenter des statistiques générales pour un ensemble d'unités. Cette méthode consiste à éliminer toutes les transactions et les relations entre débiteurs et créanciers parmi les unités visées par la consolidation. Autrement dit, la transaction relative à une unité est couplée à la même transaction telle qu'elle est enregistrée pour la seconde unité, et les deux transactions sont éliminées.

Les données consolidées sont diffusées pour les **Administrations publiques provinciales, territoriales et locales (APPTL)**, ce qui comprend les administrations publiques provinciales et territoriales, les établissements de santé et de services sociaux, les universités et collèges, les municipalités et autres administrations publiques locales ainsi que les commissions scolaires.

Le cadre constitutionnel des APPTL des territoires diffère de celui en vigueur dans les provinces, ce qui donne lieu à des différences en matière de pouvoirs financiers et de rôles des administrations publiques. Ces différences, qui s'ajoutent à d'autres spécificités géographiques, démographiques et socioéconomiques entre le Nord et le reste du Canada, donnent lieu à des disparités importantes en matière de statistiques financières des administrations publiques.

Il est possible de comparer les données des APPTL d'une province et d'un territoire à l'autre parce que la consolidation tient compte des différences en matière de structure administrative et de prestation de services gouvernementaux en supprimant les effets des transactions internes du secteur public au sein de chaque secteur de compétence.

Comme les statistiques financières des APPTL varient considérablement d'un secteur de compétence à l'autre au Canada en raison des différences sur le plan de la taille, les données par habitant sont utilisées pour faciliter les comparaisons. Les données par habitant sont fondées sur les estimations démographiques pour le Canada, les provinces et les territoires, présentées dans le tableau [051-0001](#) de CANSIM.

Les données consolidées sont également diffusées pour l'**administration publique canadienne (APC)**, qui combine les données de l'administration publique fédérale avec les données des APPTL, mais qui exclut les données du Régime de pensions du Canada et de la Régie de rentes du Québec.

Dans le présent communiqué, les recettes, les dépenses, les actifs et les passifs sont déclarés en termes nominaux.

En 2016, la consolidation a supprimé 341,7 milliards de dollars en recettes et dépenses internes, ainsi que 378,5 milliards de dollars liés aux relations internes entre débiteurs et créanciers pour l'APC.

Le fardeau fiscal est un indicateur fiscal résultant du cadre des Statistiques de finances publiques. Le fardeau fiscal, c'est-à-dire les recettes sous forme d'impôts plus les cotisations sociales, est un indicateur d'analyse fiscale proposé par le Fonds monétaire international.

La valeur financière nette se définit comme la valeur totale des actifs financiers, diminuée de la valeur totale des passifs. Lorsque les actifs financiers sont plus élevés que les passifs, la mesure fait référence aux actifs financiers nets. Lorsque les passifs sont plus élevés que les actifs financiers, la mesure fait référence aux passifs nets.

Les données annuelles correspondent à la fin de l'exercice financier qui se rapproche le plus du 31 décembre. Par exemple, les données pour l'exercice financier de l'administration publique fédérale se terminant le 31 mars 2017 (exercice financier 2016-2017) sont déclarées pour l'année de référence 2016.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [385-0033](#) à [385-0042](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5218](#).

L'univers du secteur public pour 2016 est maintenant disponible

Le produit *L'univers du secteur public* ([68-516-X](#)) est maintenant accessible pour la période de 2008 à 2016 pour les administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales, pour les entreprises publiques qu'elles contrôlent et le secteur des administrations municipales.

Le produit *L'univers du secteur public* est une liste des unités institutionnelles qui sont incluses dans les statistiques de finances publiques canadiennes (tableaux CANSIM [385-0032](#) à [385-0042](#)). La liste des unités déclarantes est un élément clé pour la compréhension des statistiques de finances publiques canadiennes et des comptes publiés par les administrations publiques et le rapprochement de ceux-ci. Les mises à jour de cette année incluent des renseignements supplémentaires sur près de 4 500 unités institutionnelles des administrations publiques locales au Canada.

La structure de la classification des [Statistiques de finances publiques canadiennes de 2014](#) est maintenant accessible à partir du module Définitions, sources de données et méthodes de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca) ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).